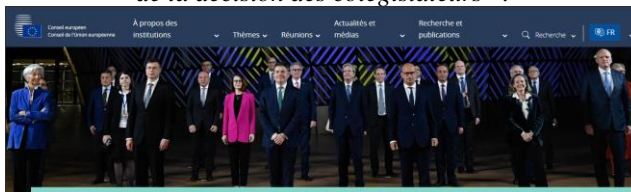


**ENVOI CONFIDENTIEL DU 16 JANVIER 2023  
SANS ACCUSE DE RECEPTION  
UN NOUVEAU SCANDALE EN PERSPECTIVE**

« Nous nous félicitons également de l'intention de la Commission de présenter au premier semestre 2023 une proposition législative qui établirait l'euro numérique et réglementerait ses principales caractéristiques, sous réserve de la décision des colégislateurs ».



Christine LAGARDE, BCE et son équipe, les ministres des finances de la Zone Euro...  
Déclaration de l'Eurogroupe sur le projet d'euro numérique, 16 janvier 2023

**EURO NUMERIQUE :  
LA BCE TROMPE DELIBEREMENT LE PARLEMENT EUROPEEN  
ET SES REPRESENTANTS DE LA « COMMISSION ECON ».**

Présidence du Parlement			president@ep.europa.eu
Madame la Présidente	Mrs. Roberta METSOLA		roberta.metsola@europarl.europa.eu
Directeur Cabinet	Mr. Alessandro CHIOCCHETTI		alessandro.chiocchetti@europarl.europa.eu
Assistante du directeur de cabinet	Mrs. Ona SIMION		oana.simion@europarl.europa.eu
Conseiller principal	Mr. Micahel HAHN		michael.hahn@europarl.europa.eu
Director of Cabinet - Secretary- General	Mrs. Susanne ALTENBERG		susanne.altenberg@europarl.europa.eu
ECON			
Coordinators	Markus FERBER	EPP	markus.ferber@europarl.europa.eu
	Jonas FERNANDES	S&D	jonas.fernandezalvarez@europarl.europa.eu
	Stéphanie YON- COURTIN	Renew	stephanie.yon@europarl.europa.eu
	Ernest URTASUN	Greens / EFA	ernest.urtasun@europarl.europa.eu
	Gunnar BECK	ID	gunnar.beck@europarl.europa.eu
	Johan Van OVERTVELDT	ECR	johan.vanoverveldt@europarl.europa.eu
	José GUSMAO	GUE/NGL	joseguilherme.figueiredonobredegusmao@europarl.europa.eu

France, le 23 janvier 2023

OBJET :  
**Euro Numérique : les mensonges de la BCE**

Reçu en prévue pour le 30 janvier 2023

Madame la Présidente,  
Mesdames et Messieurs les parlementaires,  
Mesdames et Messieurs,

Vous venez de découvrir que la Haute Corruption pouvait atteindre le cœur même de notre Démocratie Européenne mais cette atteinte à nos libertés n'est que la partie émergée de l'iceberg.

A plusieurs reprises, j'ai essayé d'alerter la Commission Européenne <sup>(1)</sup> et quelques parlementaires européens sur les dégâts occasionnés par les pratiques de la Haute Finance, toutes validées par le Conseil Européen au sein duquel trône l'Eurogroupe <sup>(2)</sup>, piloté par la Banque Centrale Européenne « indépendante » (des peuples et de ses représentants).

Nos finances publiques ont été impactées dès le lancement de l'euro par l'utilisation de cours fictifs surévalués pour la conversion de nos patrimoines financiers et de nos revenus <sup>(3)</sup> : cette manipulation a causé des dégâts considérables qui ont été la vraie cause de « la crise grecque » et de « la crise des (prêts) subprime ».

Cette crise des « subprime (loans) » <sup>(4)</sup> a été chiffrée par la Commission Européenne elle-même pour des montants approuvés entre le 30/09/2007 et le 30/09/2017 allant de de 4.198 Md€ (UE-27) à 5.128 Md€ (UE-28) mais il est à noter que certains pays avaient déjà basculé avant le 30 septembre 2007 des pertes importantes de la Haute Finance dans leurs comptes « bas de bilan ».

---

<sup>1</sup> Courrier du 27 juillet 2020, adressé à Monsieur le Chef de Cabinet, Bjoen SEIBERT, pour Madame von der LEYEN, intitulé : **Questions Monétaires et Financières, mise en danger des Institutions Européennes** » (aucune réponse).

J'avais mis des liens vers des vidéos YOUTUBE (aujourd'hui supprimés et transférés sur le site ALTER-EUROPA.COM) qui résumaient des milliers d'heures de recherches statistiques (plus de 1.000.000 de chiffres) prouvant mes dénonciations.

Le courrier de relance du 7 septembre 2020, adressé à M. B. SEIBERT, avec copie à M. Per HAUGAARD, pour Madame von der LEYEN n'a donné lieu à aucune réponse (mépris évident).

<sup>2</sup> L'Eurogroupe est composé des ministres des finances des 20 pays de la Zone Euro + la BCE.  
<https://www.consilium.europa.eu/fr/eurogroupe/eurogroup-members/>

<sup>3</sup> Voir Annexes 1 : Vidéo EN-02

Diapositive N°12 de la Vidéo EN-02. A noter le cas particulier de la Grèce (+36.8%)

Diapositive N°14 : elle conclut à une ponction de plus de 3.500 milliards euros entre le 31/12/1998 et le 1/1/2002

<sup>4</sup> Voir Annexes 2 : Vidéo EN-02

Diapositive N°40 : State Aid Approved 2008 – 2017, DG COMPETITION

Diapositive N°41 : State Aid Used 2008 – 2017, DG COMPETITION

La Commission Européenne a ensuite tenté de cacher ces aides (approuvées et utilisées) en acceptant de valider les informations communiquées par les différents états concernés <sup>(5)</sup> : la plupart d'entre eux ont alors transformé les « bas de bilan » (garanties étatiques dans les comptabilités publiques) en déficits publics (plus de 1.000 Md€ dans les dépenses courantes) avant de basculer plus de 4.554 Md€ dans les dettes publiques nationales.

Les preuves de ces manipulations peuvent être appréhendées par pays dans la VIDEO EN-04 <sup>(6)</sup> qui résume les dégâts de la « crise des subprime (loans) » : elle a touché de plein fouet les huit pays les plus riches (financièrement) de l'UE-19.

Bien sûr, « les sacrifices indispensables » pour rembourser « la dette » ont mis au grand jour le manque de structures médicales et de dispositifs politiques pour combattre à une pandémie, « petite » dans l'histoire humaine, dont la Haute Finance a une nouvelle fois bien profité <sup>(7)</sup>.

### **Quand la Haute Corruption est installée, elle est toujours plus exigeante.**

Aujourd'hui, les représentants de la BCE mentent délibérément à la Commission Economique et Monétaire du Parlement Européen.

Ils tiennent un discours officiel sur les bienfaits de l'euro numérique qui ne correspond pas à leurs projets cachés.

Il faut lire tous leurs rapports spécialisés et leurs conférences « High Level », puis les « décoder » avant de les comprendre.

Il faut surtout fouiller dans les « modèles macro-économiques » pour comprendre les véritables objectifs de ce projet <sup>(8)</sup>.

### **Le Parlement Européen va être « sollicité » pour valider juridiquement et financièrement un projet inacceptable, pourtant validé par le Conseil Européen.**

En effet, le projet réel a été présenté par les équipes de M. Fabio PANETTA au monde académique qui s'est empressé de « valider scientifiquement » toute l'articulation de ce « beau projet ».

Les garanties publiques « nécessaires » pour lancer et faire vivre ce projet d'une « nouvelle monnaie » (inutile pour le grand public) sont chiffrées modestement à 488 milliards d'euros pour le lancement mais, compte tenu des risques, l'objectif final « peut » se traduire par des demandes de garanties de 7.492 milliards euros.

### **Ces « modèles » sont uniquement destinés à transformer la BCE en une immense Banque d'Affaires, gérée par les banques commerciales du TOP-50 (par le biais de l'Union Bancaire).**

A aucun moment, ils ne sont destinés à trouver des pistes pour « créer » de la richesse nationale grâce à des investissements publics et privés.

A aucun moment, ils n'étudient des moyens de créer des emplois, des salaires et des infrastructures régionales ou locales.

Ils envisagent même de « rendre l'Etat plus riche » grâce à leurs opérations spéculatives, et aux enrichissements sans cause qu'ils comptent en tirer.

Mais c'est un cadeau fictif et empoisonné qu'ils vous proposent.

### **En clair, le Parlement Européen va être « sollicité » pour :**

- valider les lois et les décrets rédigés par la BRI comme ce fut le cas pour le traité de Maastricht ;
- obtenir un « ancrage » pour cette « nouvelle monnaie » (des garanties publiques) ;
- transformer la BCE en une banque d'affaires colossale ;
- étendre les « garanties publiques » qui leur serviront de « bouée de sauvetage » pour renflouer cette « banque d'affaires » en toute circonstance.

---

<sup>5</sup> Voir Annexes 2 - Video EN-02

Diapositive N°43 : Euro-19 2007 – 2019, It's the scandal of too much

<sup>6</sup> Voir Annexes 3 - Video EN-03

Diapositive N°5 : Second Heist of the Century : Delta Public Debt in billion of euro for the TOP-8 and the EA-11

Diapositive N°8 : Second Heist of the Century : Delta Public Official Debt in % by Country and Monetary Zone (1998-2019)

<sup>7</sup> Voir Annexes 4 : Video EN-04

Diapositive N°34 : The "Heroic" Management of the corona-crisis by the Bankers (Sorry: "By the Monetary Financial Institutions")

<sup>8</sup> La partie III de mes analyses (22 pages) consiste à mettre en opposition les déclarations officielles faites aux représentants du Parlement Européen et aux médias avec celles faites au monde financier. C'est déjà éloquent.

C'est pourtant dans la Partie IV (plus de 36 pages) consacrée aux modèles macro-économiques que le vrai projet du SEBC et de la BRI devient évident.

**Les représentants de la BCE mentent effrontément au Groupe Parlementaire Européen des Affaires Economiques et Monétaires (et aux médias).**

Tout ce travail (environ 80 pages A4) prouve que l'euro numérique ne sera pas ce « petit projet » destiné à offrir plus de services numériques à la population car toutes ces promesses font déjà partie des réalités en Chine et même en Mongolie.

Bien au contraire, les banques commerciales locales, régionales et coopératives sont appelées à disparaître rapidement, condamnant les régions à suppléer l'absence de crédits et de capitaux pour les petites et moyennes entreprises, ainsi que pour les entreprises de taille intermédiaire de l'agriculture, de l'industrie et du commerce.

Les Régions elles-mêmes seront chargées de s'occuper de la distribution de « tickets de rationnement » ou autre « monnaies locales » dans les régions rurales et les petites villes pour suppléer la disparition des pièces, des billets et/ou des distributeurs automatiques de billets (ce qui est déjà le cas aujourd'hui).

**Mon travail est presque terminé : il comprendra quatre parties.**

- Monnaies Numériques, Etat des Lieux (17 pages)
- Le Système Européen des Paiements, Etat des Lieux (12 pages)
- Les versions de la Haute Finance : Qui a dit Quoi à Qui ? (22 pages)
- Le Grand Reset dans les modèles macro-économiques (36 pages ?) : le Non-Dit.

**Merci de me dire rapidement si vous êtes intéressé(e)s.**

A mon humble avis, il serait préférable que le Parlement Européen soit le seul destinataire de ces rapports complets, et qu'il s'affirme courageusement, le plus vite possible, face au Conseil Européen, au Système Européen des Banques Centrales et à la Banque des Règlements Internationaux qui sont « pressés » de lancer ce « merveilleux projet ».

Je pense également que la Commission Européenne devrait être « recadrée » sérieusement, bien plus que le Parlement Européen, actuellement seul face à une situation très pénible.

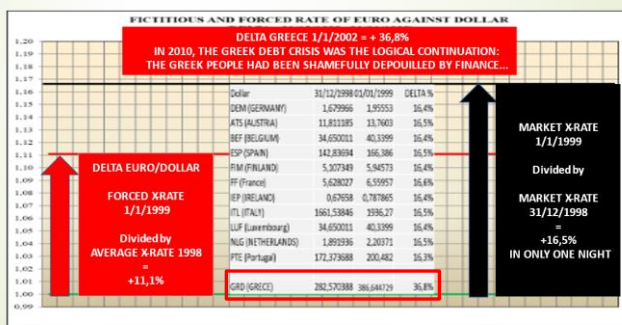
Veuillez agréer, Madame la Présidente, Monsieur le Chef de Cabinet, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes plus respectueuses salutations.

ALTER-EUROPA

NB : Les chiffrages de ces spoliations successives (de plus en plus importantes) sont disponibles sur le site ALTER-EUROPA : <https://www.alter-europa.com/videos-european-countries/>

ANNEXES 1

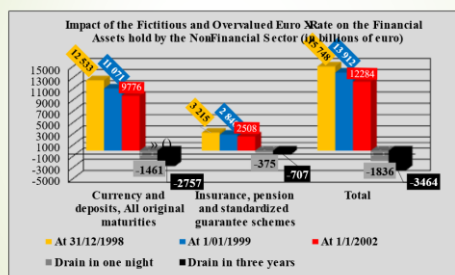
**HIGH FINANCE HAS OVERVALUED "ITS" CURRENCY AGAINST THE "INTERNATIONAL DOLLAR" ON 1/1/1999**



13

ALTER-EUROPA  
 For Another Europe  
 And (of course) for Another Euro

**SPECULATION AGAINST THE EURO FOR THREE YEARS HAS EARNED 3,500,000,000,000 EUROS TO HIGH FINANCE**



**BIG WINNERS:**

- 1- BANKERS (IFM)**
  - B€ 1.461 in one night
  - B€ 2.757 between 31/12/1998 and 1/1/2002
- 2- INSURANCE, PENSIONS AND OTHERS (LIFE INSURANCE)**
  - B€ 375 n one night
  - B€ 707 between 31/12/1998 and 1/1/2002
- 3- TOTAL**
  - B€ 1.836 in one night
  - B€ 3.464 between 31/12/1998 and 1/1/2002

15

ALTER-EUROPA  
 For Another Europe  
 And (of course) for Another Euro

ANNEXES 2

**MISLEADING PRESENTATION OF STATE AID APPROVALS TO THE FINANCIAL SECTOR 2008- 2017 (in billion euros)**

**Table 4 – Total amounts of State aid to banks approved and used in the EU over the period 2008-2017 (in billion EUR)**

Aid instrument	Aid approved										Total (1, 2) or maximum (3, 4) (in billion)
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	
1. Recapitalizations	289,9	126,0	184,0	37,3	150,8	29,6	20,9	18,0	8,5	25,7	866,3
2. Required asset measures	4,8	138,0	78,0	6,3	127,5	14,7	1,5	1,0	0,0	0,0	604,3
<b>Total of capital line aid instruments (1) &amp; (2)</b>	<b>294,7</b>	<b>264,0</b>	<b>262,0</b>	<b>43,6</b>	<b>278,3</b>	<b>44,3</b>	<b>22,4</b>	<b>19,0</b>	<b>8,5</b>	<b>25,7</b>	<b>1.470,6</b>
3. Guarantees	1.071,9	81,9	34,3	179,7	271,8	94,0	11,7	104,4	115,7	115,3	1.815,9
4. Other liquidity measures	85,5	5,5	66,8	36,2	37,5	9,7	1,7	0,0	0,0	14,2	240,8
<b>Total of liquidity aid instruments (3) &amp; (4)</b>	<b>1.157,4</b>	<b>87,4</b>	<b>101,1</b>	<b>216,7</b>	<b>309,3</b>	<b>103,7</b>	<b>13,4</b>	<b>114,4</b>	<b>115,7</b>	<b>129,9</b>	<b>1.856,8</b>

In short, DG COMPETITION tells us that headings 1 & 2 can be added together. We accept these figures.

On the other hand, for sections 3 & 4, the number represents "the maximum"; "do not add up" (?).

We will demonstrate that this is false.

Clearly, the DG-COMPETITION (EUROPEAN COMMISSION) "informs" us that the APPROVED STATE AID IN FAVOUR OF THE FINANCIAL SECTOR cost a **MAXIMUM of €5,128.0 billion for the EU-28** (addition of the figures above); AND, THEREFORE, A **MAXIMUM OF €4,198.6 billion for the EU-27**.

ALTER-EUROPA  
 For Another Europe  
 And (of course) for Another Euro

40

**MISLEADING PRESENTATION OF STATE AID USED  
 BY THE FINANCIAL SECTOR 2008- 2017 (in billion euros)**

Aid instrument	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Total (1, 2) or maximum (3, 4) 2008-2017 (in billion euros)
1. Recapitalizations	115,2	96,7	93,5	95,0	96,8	20,5	7,6	11,3	0,0	11,1	495,3
2. Impaired asset measures	9,8	76,3	94,0	8,9	16,4	9,5	0,3	0,3	0,3	0,3	189,2
<b>Total of capital line interventions (1+2)</b>	<b>125,0</b>	<b>173,0</b>	<b>187,5</b>	<b>103,9</b>	<b>113,2</b>	<b>29,9</b>	<b>7,9</b>	<b>11,6</b>	<b>0,3</b>	<b>11,4</b>	<b>684,5</b>
3. Guarantees	400,4	851,8	795,8	585,0	402,1	502,3	204,5	170,0	126,1	105,1	3.186,1
4. Other liquidity measures	22,3	76,1	65,8	80,8	84,3	14,8	11,6	21,8	12,4	95,1	308,4
<b>Total of liquidity interventions (3+4)</b>	<b>422,7</b>	<b>927,9</b>	<b>861,6</b>	<b>665,8</b>	<b>486,4</b>	<b>517,1</b>	<b>216,1</b>	<b>191,8</b>	<b>138,5</b>	<b>204,6</b>	<b>3.494,6</b>

Disclaimer: The information contained in the tables is provided on a best effort basis and might be subject to future revisions depending on information provided by Member States.  
 Source: Commission services. For guarantees and other liquidity measures, the amounts represent outstanding aid in a given year and not only the new liquidity aid granted in that year.

Until 2017, DG-COMPETITION provided us with the figures for THE AID USED.

And there, all the numbers melted like snow in the sun. "Circulate, there's nothing to see."

**THIS IS THE EXCESS SCANDAL.**

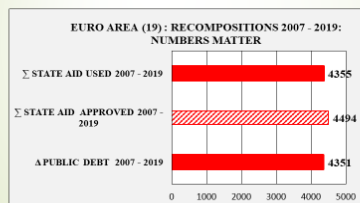
Clearly, the DG-COMPETITION (EUROPEAN COMMISSION) "informs" us that STATE AID TO THE FINANCIAL SECTOR has cost **A MAXIMUM of €1,961.6 BILLION FOR THE EU-28** (addition of the figures above); AND, THEREFORE, **A MAXIMUM OF €1,364.4 BILLION FOR THE EU-27.**

ALTER-EUROPA  
 For Another Europe  
 And (of course) for Another Euro

41

**EURO-19: IT'S THE SCANDAL OF TOO MUCH...**

**AFTER RECONSTITUTION, THE INDEBTEDNESS OF EURO ZONE AT THE END OF 2019, GLOBALLY AND COUNTRY BY COUNTRY (\*), PROVES THAT THIS "INFORMATION" IS FALSE.**



These are the annual aids, approved and/or used, which must be added up, for the period 2007 - 2019.

**Aid to the Financial Sector are the sole cause slippages of our Public Debt within the Eurozone.**

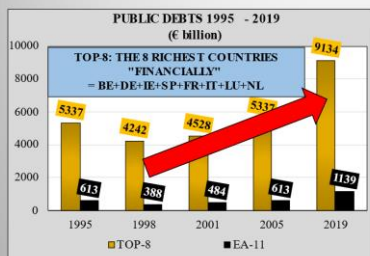
(\*) Upcoming analyses in VIDEO 04

ALTER-EUROPA  
 Pour une Autre Europe  
 Et (bien sûr) pour un Autre Euro

44

**ANNEXES 3**

**SECOND HEIST OF THE CENTURY: €4,500 BILLION EURO AREA ONLY IN ADDITIONAL PUBLIC DEBT SINCE 1998**



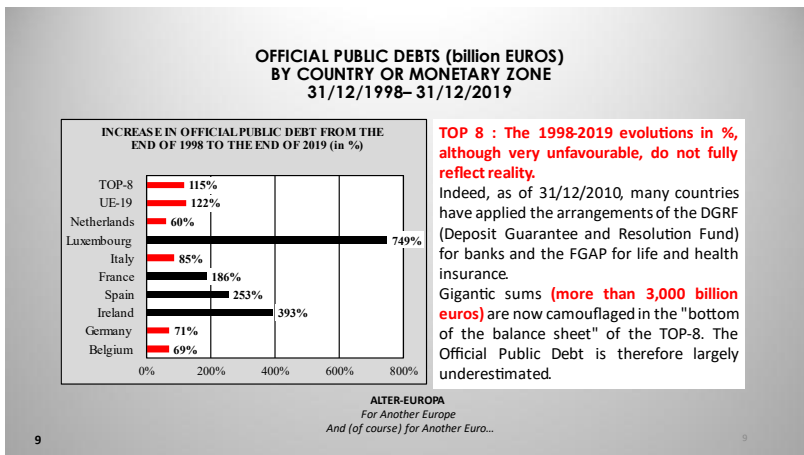
- **TOP 8** : The most "financialized" countries have suffered an increase in their public debts of +115% in 21 years.
- **EA-11** : The other 11 countries of the Eurozone suffered an increase in their public debts of +194%.
- **Despite economic and technical progress**, the 19 countries are more indebted than in 1998.

**THE RECORD OF TWENTY YEARS IS NOT GLORIOUS.**

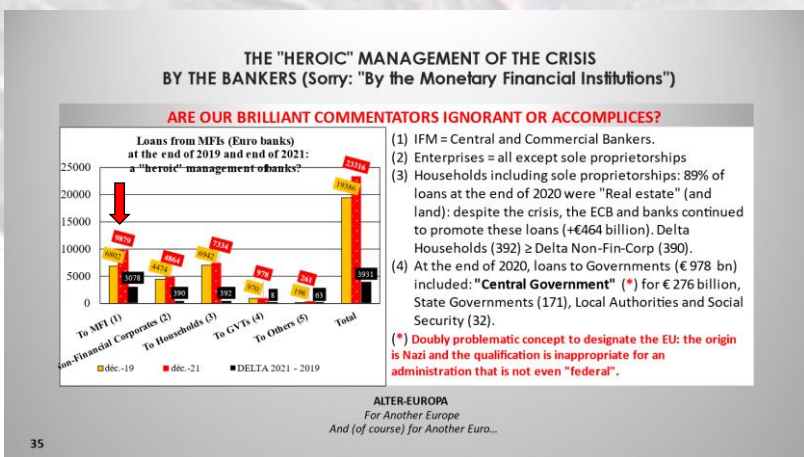
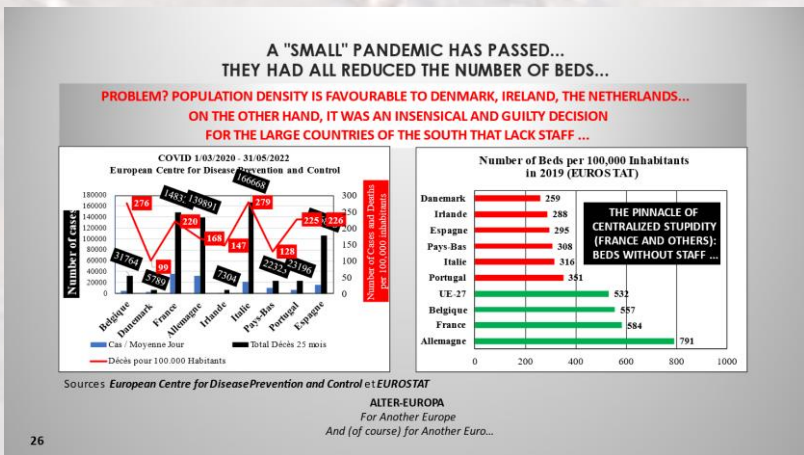
**€5,600 BILLION (EU-27)**

ALTER-EUROPA  
 For Another Europe  
 And (of course) for Another Euro...

5

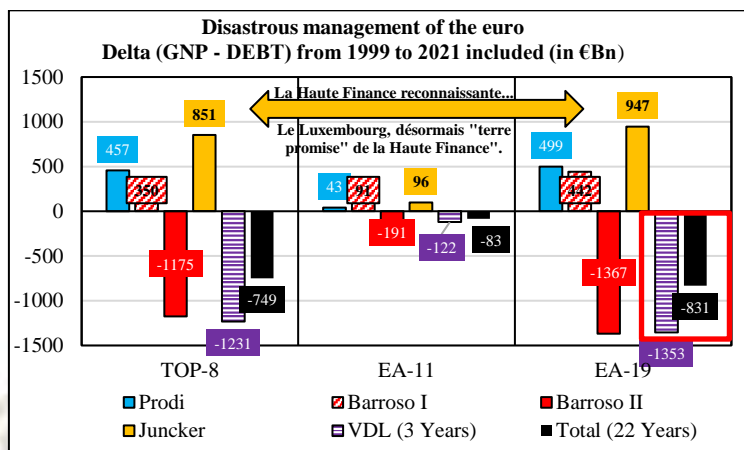


## ANNEXES 4

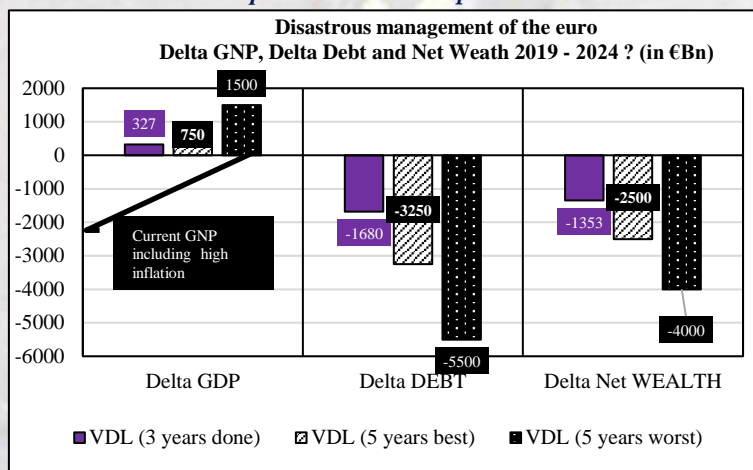


ANNEXES 5

*Vingt-deux ans et une destruction sans précédent de Richesse Nationale en temps de paix (en Md€)*



*Probablement le pire mandat européen pour Mme von der Leyen (en Md€).  
 Quoi d'autre pour l'avenir de la zone euro ?  
 Et pour l'Union Européenne ?*



Madame la Présidente du Parlement Européen,  
 Mesdames et Messieurs,

Vous devez réagir très vite car la gestion de nos monnaies par le Système Européen des Banques Centrales nous a déjà bien affaiblis (en 22 ans seulement)...

Avec l'euro numérique, la Haute Finance Européenne peut nous faire revivre l'histoire traumatisante du « papiermark » car son objectif est de se « sauver » d'une gestion désastreuse de l'euro (et des monnaies associées)

Pour mémoire, l'hyperinflation s'est amplifiée entre la fin novembre 1921 et la fin novembre 1923, créant la misère généralisée en Allemagne. Cette tragédie a permis à Hitler de prendre le pouvoir en 1933, et nos partis politiques les plus extrêmes sont toujours à l'affût de ce genre de situation.

« Le rêve européen » n'est déjà plus un rêve au point que Madame von der Leyen risque fort de terminer ce mandat dans les pires conditions.

Merci de renforcer votre vigilance :  
*« Le possible est ce que nous voulons vraiment,  
 pour le Bien et pour le Beau,  
 avec la plus grande conviction ».*